

Un plan pour encourager le développement économique et social jusqu'en 2030



La Havane, 28 juillet, (RHC).- Le Conseil des ministres de Cuba a adopté le plan de développement économique et social jusqu'en 2030. Réuni en session extraordinaire, le Conseil des ministres a également adopté la politique pour encourager le développement territorial et le Plan de souveraineté alimentaire et d'éducation nutritionnelle.

Alejandro Gil, vice-premier ministre et ministre de l'Économie et de la Planification, a souligné que dans les conditions actuelles d'incertitude mondiale à cause de la crise déclenchée par le Covid-19, notre pays requiert de plus de planification et de prévision.

Conçu en trois étapes, le plan a une approche souple et jette les bases pour des transformations futures dans les scénarios les plus divers.

Par ailleurs, le plan pour le développement depuis la base vise à l'intégration du secteur public, les petites et moyennes entreprises privées et les coopératives, à la recherche de solutions aux problèmes de la population.

Le Premier ministre, Manuel Marrero a souligné que le plan pour le développement territorial constitue les premiers pas vers le développement local prévu dans la Constitution.

«C'est la base qui nourrit ce plan, nous prétendons ainsi la transformation qui commence par la Constitution en encourageant le développement à l'échelle locale, territoriale. Je crois que nous avons fait les premiers pas même si nous sommes encore loin de ce que nous visons et de ce dont nous avons besoin».

Le plan de souveraineté alimentaire et d'éducation nutritionnelle s'avère d'autre part une plateforme pour atteindre progressivement la pleine sécurité alimentaire.

Le ministre de l'Agriculture, Gustavo Rodríguez, a précisé qu'il s'agit entre autres de réduire la dépendance des importations d'aliments et de fournitures et de faire participer plus activement le secteur scientifique au développement du secteur agro-alimentaire.

«Réussir une gestion du travail de l'État cubain facilitant l'organisation de systèmes alimentaires locaux, souverains et durables qui intègrent la production, la transformation, la commercialisation et la consommation ainsi que le développement d'une culture alimentaire, d'une éducation nutritionnelle».

Esteban Lazo, président de l'Assemblée Nationale, a pour sa part commenté les particularités de la fiscalisation qu'exerce le parlement cubain.

Le président Miguel Díaz-Canel a mis l'accent sur le rôle que jouent les communes dans le plan de souveraineté alimentaire adopté par le Conseil des ministres.

«La vie nous démontre que la principale structure que nous devons renforcer, la principale structure de travail sur laquelle nous devons nous centrer pour mettre tout cela en application et obtenir des résultats est la commune.

Pour obtenir aussi ce qui est recueilli dans la Constitution: l'autonomie des communes et la possibilité que les communes se consolident par elles-mêmes au point de vue économique et social».

Le président cubain a réitéré qu'il faut prêter l'oreille aux opinions du peuple en ce qui concerne l'application des mesures économiques et répondre à chacune des questions. Il a signalé qu'il faut s'occuper d'une manière spéciale des couches les plus vulnérables de façon à ce que personne ne se retrouve sans protection.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/229858-un-plan-pour-encourager-le-developpement-economique-et-social-jusquen-2030>



Radio Habana Cuba